

Un nouvel éclairage sur la question de l'Open Access

La question du coût prohibitif des abonnements aux journaux scientifiques pour les bibliothèques des institutions de recherches, et de l'accès libre aux connaissances contenues dans les publications scientifiques est de nouveau au centre de l'attention après la publication par la Commission Européenne d'une directive sur l'Open Access. Par ailleurs l'affaire Aaron Swartz a élargi cette question au grand public. Un collectif de chercheurs de plusieurs établissements publics de recherche et d'enseignement supérieur a produit une analyse détaillée de cette situation, qui a reçu récemment le soutien de la Cgt Inra et a été relayé dans de nombreux sites (SLR, SLU ..). Le BRS leur a proposé une tribune sur cette question

Privatisation de la publication scientifique et management de la recherche publique au service du chiffre d'affaire de l'édition privée ont créé une véritable bulle spéculative; et si elle venait à exploser ?!

La *publication*, l'acte par lequel des chercheurs rendent publics et accessibles leurs résultats, est un *élément clé du processus de développement de la Science*, du partage des connaissances et de la possibilité d'innovation. D'un point de vue économique, la connaissance est un *bien public* : un bien qui ne perd pas sa valeur par l'usage d'autrui, mais au contraire qui ne la réalise pleinement que par l'usage que d'autres en font. La publication de cette connaissance est ainsi le moyen de rendre cette connaissance accessible aux autres chercheurs, aux institutions de recherche, aux journalistes et parfois finalement aux citoyens, permettant son évaluation critique et sa mise en valeur collective.

L'organisation de la publication scientifique a donc été un élément important du développement des sciences et un aspect central du mode d'organisation de la production scientifique. Elle s'est faite par la création de journaux scientifiques à comité de lecture. Historiquement, l'édition des journaux scientifiques, qui n'était pas rentable, a été essentiellement le fait de structures à but non lucratif (sociétés savantes, académies des sciences, presses universitaires et des grands établissements publics de recherche), accompagnées de quelques vénérables maisons d'éditions privées. *Ces journaux ne pouvaient tenir que grâce à un intense travail « bénévole » des scientifiques qui écrivaient, relisaient et mettaient en forme les articles sur leur temps de travail.*

Or les *trente dernières années ont vu une transformation sans précédent des modes de production de l'édition en général, et de l'édition scientifique en particulier*. Du fait des nouvelles technologies de l'information et de la communication, de l'augmentation du nombre de chercheurs dans le monde, et de la possibilité de délocalisation de certaines étapes, elle est devenue rentable. Suite à un *processus de fusion-acquisition massif*, l'édition des articles scientifiques est passée majoritairement aux mains d'un ***oligopole de grands groupes d'édition privés***. ***Six Majors*** écrasent désormais le marché : Reeds-Elsevier, Springer, Wolters-Kluwer-Health, Willey-Blackwell, Thomson-Reuter, et Nature (du groupe MacMillan, GHPG, un géant du livre). Ces *Majors participent souvent de groupes capitalistes plus larges*. Par exemple Thomson-Reuter est d'abord un *leader mondial de l'information financière*.

Cette captation du produit de la science (la publication) par les marchés se réalise par la cession, par les auteurs, de leur « copyright » au groupe d'édition publiant le journal où ils veulent publier leur article (cette cession est un pré-requis à la publication). *La connaissance scientifique, bien public s'il en est, s'est ainsi trouvée transformée en un produit marchand par le simple ajout d'un emballage* (la mise en forme de la revue) *et par la chaîne de distribution*. Et sans rétribuer aucun producteur !

S'est en effet installé un *capitalisme de prédation qui fait rêver Wall Street*, et a pu servir à ses *actionnaires des dividendes inespérés, qui se maintiennent autour de 30 % depuis dix ans !!* En effet *les chercheurs, payés sur des fonds publics, continuent à faire l'essentiel du travail à titre gracieux, pour que finalement leurs propres institutions rachètent ces mêmes produits à prix d'or.* On a donc affaire à une presse où journalistes et rédacteurs en chefs sont bénévoles, et qui revend ses produits sur un marché captif (les scientifiques ont besoin d'accéder aux publications). Alors que la partie du travail qui n'est pas fournie gratuitement par les chercheurs (mise en forme, impression, indexation, publicité..) est **délocalisée en Inde ou en Chine**. *Spéculateurs et fonds de pension s'arrachent les actions de l'édition scientifique.* Et les citoyens deviennent sans le savoir les victimes d'un incroyable « racket légal », où pour chaque publication acquise, *l'Etat, et donc le contribuable, a payé 4 fois le même article* (paiement des chercheurs qui réalisent le travail, des experts et éditeurs qui l'évaluent, achat de la publication quand elle sort, et nouvel achat des archivages à plus long terme). A tel point que *l'équilibre financier des plus grandes bibliothèques universitaires vacille*, alors que les scientifiques des pays pauvres ne peuvent y avoir accès (pas plus que la grande majorité des citoyens d'ailleurs). Quant au chercheur, *pigiste-pigeon malgré lui*, il constate *la diminution des crédits effectivement disponibles pour financer sa recherche* (pas son emballage), alors que les gouvernements peuvent communiquer dans le même temps sur un financement accru de la Recherche publique !

Cette évolution a été permise par les évolutions techniques de l'édition, mais aussi par une *action des gouvernements et de grands groupes financiers. Persuadés que les publications de la recherche sont la ressource minière où puiser les innovations lucratives de demain dans ce que l'on appelle « l'économie de la connaissance »*, ils ont **entrepris la marchandisation de la science, croyant encore qu'un tel marché mondialisé optimiserait la production de connaissance.** Fort de son expérience sur la mondialisation des marchés boursiers, Thomson-Reuter a en effet organisé un système de cotation annuelle en ligne des journaux, basé tout simplement sur l'Audimat: ainsi la valeur ajoutée d'une recherche a été réduite aux points d'audimat de la publication associée. Et comme on le voit dans les firmes de télévisions privées, chacun des maillons de la chaîne (chercheur, institutions, journaux) se trouve évalué en terme de sa contribution aux points d'audimat. Avec les mêmes conséquences qu'ailleurs sur la qualité de la production ! Et un « Mercato » mondialisé des scientifiques au plus fort audimat peut s'organiser entre institutions autonomisées gérées comme des entreprises, *sur le mode des chaînes de télévision ou des clubs de football.* **C'est la science sur le modèle de TF1 ou du PSG, en plus rentable !**

Parallèlement *les Etats ont restructuré les institutions scientifiques sur le modèle néo-libéral.* Des Agences de Notation (l'AERES en France) construites à *l'instar de celles qui existent dans la finance* ont alors vu le jour. Ces agences publient (aux frais de l'Etat) des classements (A+, A, B, C, D) fondés sur les points d'audimat. Des agences de financement calquées sur les Banques d'investissement, comme l'ANR en France, ont aussi vu le jour pour faire des crédits à des projets de recherche, sur cette même base. Et un *management à la politique du chiffre* appelé « publier ou périr » s'est généralisé. Finalement *les scientifiques ne sont plus évalués pour leur apport aux connaissances scientifiques ou aux applications, mais (à leur insu) pour leur contribution au profit des actionnaires des grandes Majors de l'édition.* Et ce sans que ces derniers ne déboursent un centime pour le salaire des chercheurs qui « travaillent pour eux » (ce soin est laissé aux contribuables).. Ainsi, *l'édition scientifique et le contrôle qu'elle offre sur la source de l'économie globalisée de la connaissance attire des seigneurs du capitalisme financier mondial.* Et, à l'insu de beaucoup de chercheurs et des citoyens, *la science est désormais dirigée de fait par ces*

mêmes dirigeants qu'on voit à Davos, et qui interviennent aussi dans l'agro-alimentaire, la chimie, le tabac, le pétrole, ou la grande distribution. Et derrière eux, la rentabilité de l'édition scientifique attire fonds de pensions et sociétés d'investissement en capital risque. *avec les mêmes exigences de rétribution du capital investi par les dividendes, et la même volatilité qu'ailleurs*. Par exemple en décembre 2009 Springer Science + Business Media, rachetés en 2003 par le fonds d'investissement britannique Cinven et Candover, étaient de nouveau revendus à deux autres fonds d'investissements, européen et de Singapour. Les institutions de recherche sont donc soumises à une **privatisation rampante**, les mettant sous la pression directe des fonds d'investissements, **On est passé des disciplines scientifiques à la discipline des marchés**.

On assiste ainsi à une **vraie bulle de la publication scientifique**. Les journaux se multiplient, car presque tout nouveau journal est rentable et sera acheté, et le nombre de publications scientifiques double ainsi environ tous les 15 ans. . De la même manière que le « trading » spéculatif sur les céréales ou la viande (bovine ou de cheval) n'assure pas une meilleure nutrition de l'humanité, et que la spéculation immobilière n'a pas permis une saine gestion des logements (pensez à l'Espagne par exemple), *la bulle spéculative en cours dans la recherche ne concourt qu'à la multiplication inutile de publications, noyant l'information scientifique utile et novatrice dans un déluge de bruits, quand ce n'est pas de fraude*. Par ailleurs, *la possibilité de contrôle extérieur de la science via les techniques de management à l'Audimat, remet en cause la tendance majeure de la science vers l'autonomie et l'indépendance vis à vis des groupes d'intérêts économiques, et pose de très sérieux problèmes d'éthique* (les intérêts particuliers passant avant l'intérêt général). **Enfin, comme dans toute bulle, la puissance de la croissance n'assure pas de sa stabilité. Que va-t-il se passer si, avec les contractions des budgets publics, les Majors ne peuvent plus délivrer leur dividendes à deux chiffres ?**

Mais, après le choc initial, la résistance s'organise. Confrontés directement au rouleau compresseur du capitalisme le plus sauvage et face aux absurdités de la gestion de la Recherche par l'Audimat et à des budgets réellement en baisse du fait du racket des ressources, le monde de la science est sorti de sa tour d'ivoire. *Les premiers, les bibliothécaires ont alerté l'opinion et aiguisé l'analyse. Les chercheurs en informatique, qui avaient été aux premières loges de la lutte sur le logiciel libre, leur ont emboîté le pas*, bientôt rejoints par les mathématiciens et les physiciens, qui avaient organisé dès les années 90 une **alternative efficace sous forme d'archives ouvertes** (ou « **green open-access** », où les chercheurs déposent leurs publications, et viennent chercher celles de leurs collègues via des moteurs de recherche, comme par exemple la fameuse ArXiv, ou encore HAL en France). La prise de conscience s'est étendue peu à peu. **Comités d'éthique** (voir l'excellent travail du comité d'éthique du CNRS COMETS sur cette question), **conseils de professeurs et de chercheurs** (comme à Harvard), **pétitions organisées par des grands noms de la science**, et désormais des **syndicats de chercheurs** comme la Cgt Inra¹) se sont mis en mouvement. **Les journalistes scientifiques**, sensibilisés par leur propre expérience des grands groupes de presse et par leur attachement à la science, se sont aussi emparé de l'affaire et l'ont analysée (en France d'excellents articles sont parus dans la presse internet - AcriMed, Blogus Operandi, ...- et dans les grands organes de presse -Le Monde Diplomatique, Le Figaro, et ces derniers mois le Monde, l'Humanité et Télérama). Les *similitudes avec la situation d'autres secteurs* soumis depuis plus longtemps à la pression des marchés sont apparues (journalistes soumis à l'Audimat et au pouvoir de grands groupes de Presse, artistes et grand public autour des

¹ Voir http://www.inra.cgt.fr/actions/revendications/privatisation_publication.htm

questions de copyright et d'Hadopi, de bien public et de protections des créateurs). Mais se sont aussi positionnés certains partis politiques et même certains entrepreneurs de « l'économie réelle » qui voient bien combien cher et difficile est devenu l'accès aux informations scientifiques qui peuvent fonder de réelles innovations. ***Une lutte âpre s'engage.***

*Vu les enjeux elle s'est vite durcie en particulier aux Etats-Unis avec l'affaire Aaron Swartz, un chercheur en informatique de génie de Harvard qui, après avoir pénétré le système informatique d'éditeurs scientifiques, s'est vu trainé en justice pour félonie, et passible de 35 années de prison (!), une perspective qui l'a conduit au suicide à l'âge de vingt trois ans. Mais plusieurs avancées législatives ont été obtenues sous la pression du mouvement social, aux USA et en Europe. Il est **essentiel pour notre avenir que la communauté scientifique se réapproprie ses moyens de publication, garantisse son autonomie, et se protège de son asservissement à des intérêts privés.** C'est techniquement possible. Il reste à *amplifier le mouvement social qui saura l'imposer et le construire.* Chercheurs, techniciens de la recherche, ingénieurs, journalistes, citoyens et travailleurs, nous sommes tous concernés. **La science est un bien public. Il faut qu'elle le reste !***

Si vous êtes concernés, n'en restez pas à ce « Reader-digest » : lisez l'analyse détaillée que nous avons produite http://www.inra.cgt.fr/actions/revendications/Main_basse_sur_la_Science.pdf

Et discutez en autour de vous !

Signataires :

Bruno Moulia, Directeur de Recherches Inra ⁽¹⁾, Yves Chilliard, Directeur de Recherches Inra ^{(1) (2)}, Yoel Forterre, Directeur de Recherches Cnrs, Hervé Cochard, Directeur de Recherches, Inra, Meriem Fournier, ICPEF, Enseignante-Chercheuse AgroParisTech, Sébastien Fontaine, Chargé de Recherches Inra ^{(1) (2)}, Christine Girousse, Ingénieur de Recherches Inra, Eric Badel, Chargé de Recherches Inra, Olivier Pouliquen, Directeur de Recherches Cnrs, Jean Louis Durand, Chargé de Recherches Inra ^{(1) (2)}.

⁽¹⁾ Membre de la Commission Recherche de la Cgt-Inra, ⁽²⁾ Membre de la Commission Exécutive de la Cgt-Inra